



Ahmed Bencherif
Membre
du Conseil national
de la Révolution algérienne



J'accuse !

L'enquête que je mène depuis fort longtemps me permet actuellement d'affirmer que l'ex-wali de Djelfa, **Hamou Ahmed Touhami**, surnommé du temps où il était wali de Béchar «Hamou 10 %» est un corrompu. Ces 10 %, faisant allusion à sa quote-part, étaient exigés de chaque entrepreneur détenteur d'un marché public représentant une commission de 10 % qui lui était remise en mains propres, une fois le marché obtenu.

Cette pratique a fonctionné tout au long de son passage à Béchar où il a sévi pour se servir et non servir l'intérêt collectif. Pour ce wali en question, la trahison de sa mission est flagrante.

L'ex-wali a trahi la wilaya de Djelfa qui lui a offert son hospitalité et sa confiance. Il en a abusé en piétinant ses traditions et son mode de vie, en profitant de son poste uniquement pour s'enrichir rapidement, défiant les lois de la République et celles de Dieu. Si les milliers de milliards, dont a bénéficié, durant son «règne» la wilaya pour son développement pour les différents programmes, n'avaient été entachés de corruption, cela aurait donné de bons ouvrages et de meilleurs résultats quant à l'avenir économique de la wilaya. La corruption a créé une faille terrible dont la population se souviendra.

Le wali et ses sbires partageaient les dividendes de cette corruption. Il l'a même «légalisée» pendant son règne à Djelfa où le maître mot était la part du «Maâlem». Selon certaines indiscretions qui me sont parvenues, ce wali, devenu plus gourmand, ne se contentait plus de 10 % et réclamait sans rougir plus à ses proies.

Ces entrepreneurs rackettés par ce gangster n'avaient d'autre choix que de

répercuter ce manque à gagner sur la qualité des travaux et les prestations effectués en les entachant d'irrégularités et de malfaçons.

Ce semeur de trouble a cultivé l'esprit de la fraude et s'est habitué à intimider les gens.

Actuellement, le nouveau wali, fraîchement arrivé, a hérité d'une gestion qu'il tente de redresser malgré certaines poches de résistance de l'ancien clan, tentant par tous les moyens de le déstabiliser.

Les citoyens de la wilaya de Djelfa affluent nombreux à mon domicile, à l'occasion de la célébration de l'Aïd el Adha, ils m'ont supplié de dénoncer publiquement, et au plus haut niveau, cet état de fait.

Il risque de faire autant de mal à Béjaïa, ville de Yemma Gouraya, ville d'Histoire et d'intelligence.

Sa promotion (alors qu'il devrait aller à la retraite) en tant que wali de Béjaïa n'aurait pas eu lieu si son dossier avait été divulgué au moment opportun. Mais les méfaits qu'il a commis pendant toute sa carrière le rattraperont un jour, là où il se trouve.

Ce corrompu a bafoué les principes fondamentaux et moraux de la société et Djelfa se souviendra des stigmates qu'il a laissés lors de son passage dans cette wilaya martyre.

Afin de contribuer à lever le voile sur les agissements de cet ex-wali, j'exige à titre d'exemple l'ouverture d'une enquête sérieuse sur les dossiers suivants :

1- Le dossier de l'APC de Aïn Chouhada classé sur simple décision du wali et non transmis à la justice depuis

2005 ;

2- le dossier de l'APC de Aïn el Bel classé sur simple délibération et non transmis à la justice pour y statuer sur simple recommandation du wali ;

3- les autorisations «provisoires» signées par le wali pour exploiter des carrières sur des sites naturels et culturels protégés en commettant des pillages et des catastrophes sur le patrimoine ;

4- le dossier du foncier urbain et agricole où il y a eu beaucoup de dilapidations et de malversations ;

5- le dossier du choix de terrain fait par le wali de construire un hôpital sur un terrain rocheux et boisé (surcoût de plusieurs dizaines de milliards) ce qui a conduit à la destruction du patrimoine naturel ce qui a conduit l'ex-DLEP, M. Lakhal, à démissionner. Des milliards ont été dépensés pour niveler ce terrain, alors que les terrains plats existent à Djelfa à profusion.

J'en resterai là, pour le moment, car la liste des irrégularités est encore longue, sans compter le mal qu'il a fait à certains cadres qui se sont mis sur son chemin pour défendre les valeurs de la République algérienne.

Je reste à l'entière disposition de l'autorité pour faire la lumière sur ce dossier car il était de mon devoir de moudjahid de dénoncer cet état de fait, même tardivement, à cause de certains recoupements longs à établir.

Ce wali doit rendre des comptes devant la justice. Elle seule établira sa culpabilité ou sa non-culpabilité en toute impartialité.

Vive l'Algérie !!!

LES REDRESSEURS DU FLN PERSISTENT ET SIGNENT

«Nous irons à un congrès avant la fin de l'année»

Le Mouvement de redressement du Front de libération nationale ne lâche pas : «Nous sommes déterminés à aller vers le congrès, ordinaire ou extraordinaire, et ce, avant la fin de l'année.» Dixit Salah Goudjil, le coordinateur national du Mouvement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'était hier, au cours d'une rencontre avec la presse au siège des «redresseurs» à Draria, sur les hauteurs d'Alger. Cette rencontre intervient après une série d'assemblées générales tenues au niveau de l'ensemble des mouhafadha, selon les dirigeants du Mouvement.

«Nous avons ici l'ensemble des procès-verbaux qui nous sont parvenus au sujet des AG du samedi 19 novembre dernier», affirme le porte-parole des redresseurs, Mohamed Séghir Kara. Goudjil précisera que ces AG ont eu à soumettre à débat, au niveau de la base, les résolutions de la conférence des cadres tenue en octobre dernier. «Cette conférence des cadres est en soi une sorte de congrès».

Toujours est-il, «il faut aller vers un congrès avant la fin de l'année», insistera Salah Goudjil. Ceci, au moment où Mohamed Séghir Kara se dit convaincu que «Belkhadem ne survivra pas à l'année 2011 à la tête du FLN, inch'Allah».

Pour expliquer une telle assurance, l'ancien ministre du Tourisme ajoutera aussitôt : «Je dis cela car nous avons travaillé et nous travaillons encore dans ce sens.» Il affirme par ailleurs être en possession de plus de 3 000 signatures de militants réclamant le départ de Belkhadem.

«Nous avons également les preuves obtenues grâce à un membre important de la commission des candidatures aux élec-

tions du comité central du 9^e congrès attestant que Belkhadem avait soumis une liste de 78 membres à y figurer d'office.

Cette personne est prête à parler au moment opportun.» Reste la procédure à suivre pour la convocation de ce congrès «d'exception». Statutairement, cela ne peut se faire de deux manières : «Par convocation du président du parti (Bouteflika, Ndlr), ou alors par les deux tiers des membres du comité central.» L'une et l'autre de ces

possibilités étant exclues, Kara et Goudjil évoquent l'autre possibilité, celle consistant à réunir les conditions nécessaires pour rendre incontournable cette convocation.

A savoir accentuer la pression sur Belkhadem en le privant de la base du FLN avec constitution d'un dossier solide à présenter devant la justice et à soumettre au ministère de l'Intérieur.

S'agissant de la justice, ce sera l'ultime recours», affirmera Goudjil qui persiste en

revanche sur la participation du Mouvement aux prochaines législatives. Les redresseurs pourront-ils faire aboutir leur combat avant la fin de l'année, voire même après ?

En l'état actuel des choses, rien ne permet de trancher dans un sens ou un autre. En tout cas, Goudjil donne un autre rendez-vous à la presse pour la fin du mois de novembre.

K. A.

LOI ORGANIQUE SUR LES CAS D'INCOMPATIBILITÉ DES MANDATS PARLEMENTAIRES

Le Sénat laisse passer

C'est un Sénat de plus en plus affecté par l'absentéisme qui a eu à débattre hier en plénière du projet de loi organique relative à l'incompatibilité des mandats parlementaires. Abdelkader Bensalah ne semble vouloir s'ériger en contradicteur de son homologue de l'Assemblée, Abdelaziz Ziari. Son institution enregistre et expédie.

Sofiane Aït Iflil - Alger (Le Soir) - Pourtant, bien des doutes pèsent sur la constitutionnalité du projet de loi organique examiné ce jour. Des doutes au demeurant soulevés par les rares sénateurs qui se sont fait un devoir d'animer cette plénière.

Ceci même s'ils se sont bien gardés de faire mention ou référence à l'anticonstitutionnel du texte, préférant plutôt mettre en exergue l'anachronisme de la disposition qui autorise le cumul pour certaines fonctions relevant du secteur public au détriment du secteur privé.

Les sénateurs ont choisi comme illustration l'interdiction faite aux médecins élus parlementaires d'exercer à titre de cabinets privés et dans les cliniques privées alors que leurs collègues prestant dans les struc-

tures de santé publiques ne répondront pas du cumul.

Devant répondre à cette préoccupation, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, aura la réplique quelque peu rustre : «C'est un choix politique.» Un choix politique qui, donc, établit la discrimination. Car, en la matière, l'exception n'a pas à confirmer la règle. Car la Constitution, la loi fondamentale, consacre dans son article 29 que «les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale». Peu regardants sur cet aspect des choses, pourtant fondamental, les locataires de l'hémicycle Zirout-Youcef ont laissé le train des réformes poli-

tiques promises par Bouteflika faire son chemin. Aussi Belaïz ne s'est pas retrouvé obligé de faire appel à sa science pour valider sa copie auprès des sénateurs. En revanche, il a eu tout le loisir d'épiloguer sur les aspects secondaires de la chose, en l'occurrence les procédures techniques de veille anti-cumul.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux a expliqué que les élus à la fonction parlementaire se verront remettre, 30 jours après la mise en place des structures des deux chambres, un formulaire de déclaration sur l'honneur. Ces derniers disposeront d'un délai de 30 jours pour trancher entre la dévotion exclusive à la mission parlementaire ou faire le choix de poursuivre leurs activités professionnelles d'avant-mandat. Et c'est la commission des affaires juridiques de chaque chambre qui aura à mener cette opération. En cas de litige ou de divergence d'interprétation, le Conseil constitutionnel sera saisi pour statuer.

S. A. I.